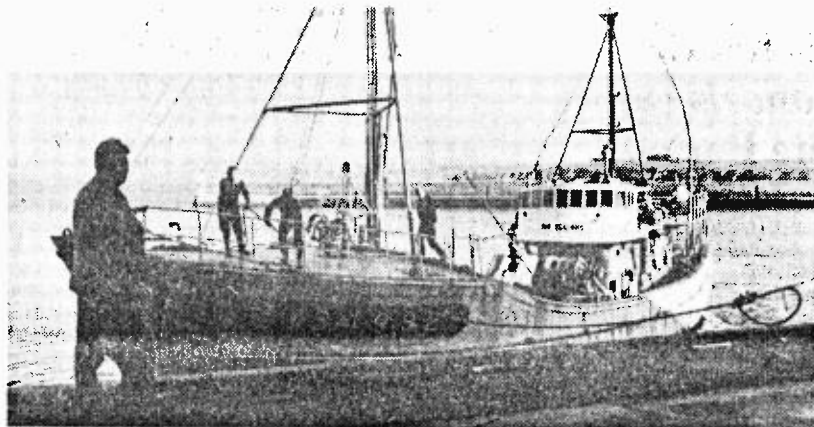


III. A Douarnenez la lutte pour le financement du port est engagée

Le PCF appelle à l'action pour que la centrale de Plogoff réponde aux exigences des Bretons

Le port, telle est la grande affaire qui agite Douarnenez. Le port dont EDF a besoin pour le débarquement de son matériel lourd, voilà ce qu'évoque la centrale pour les habitants de Douarnenez. Comment en est-on arrivé là ? EDF avait prévu d'édifier un port de capacité réduite sur le site même de Plogoff. Mais certains élus locaux, dont le maire communiste de Douarnenez, ont critiqué le projet, considérant qu'il n'offrirait une fois les travaux achevés qu'un intérêt limité pour la région. L'action des élus et militants communistes associés à l'esprit d'ouverture dont ont fait preuve les responsables d'EDF a fait que la dernière étude prévoit d'implanter un ensemble portuaire de grande capacité à Douarnenez.

Michel Mazeas est le premier magistrat de la ville. D'entrée de jeu il affirme : « On nous offre la possibilité de réaliser l'extension de notre port. C'est une chance à saisir. Cette extension a toujours figuré sur nos programmes électoraux. Maintenant que l'opportunité se présente, il serait stupide de la rejeter. Ainsi, le groupe socialiste n'est pas sérieux quand il se prononce pour l'aménagement des installations portuaires à condition qu'elles ne soient pas liées à la centrale, alors que c'est évidemment de cela qu'il s'agit. »



Dans l'état actuel des études, EDF qui avait estimé à 16 millions de nouveaux francs le montant des travaux portuaires à effectuer à Plogoff serait prête à consentir pour le projet de Douarnenez un effort de 40 millions de nouveaux francs.

« Mais, explique Michel Mazeas, il faut environ 70 millions de nouveaux francs pour réaliser un port compétitif. Il reste donc 30 millions à trouver. C'est dire que la lutte ne fait que commencer. » Puis il ajoute : « Avec ce port, il est certain que Douarnenez vivrait mieux. » En effet, dans cette ville où le chômage touche 10 % de la population active, ce projet portuaire,

comme celui de la centrale, comporte un triple intérêt.

Premièrement, sa construction sera source de centaines d'emplois de travaux public nouveaux qui viendront s'ajouter aux 2.600 prévus sur le site. Secondement, les activités portuaires créeront des emplois stables : docks, transport, administration, en plus des 500 nécessaires au fonctionnement permanent de la centrale.

On parle beaucoup également dans la région, d'un projet d'aqua-culture qui pourrait être réalisé à proximité de la centrale.

Une chose est certaine, Douarnenez se battra pour son port et la région,

pour que la centrale et les avantages qui peuvent en découler correspondent au mieux à ses intérêts. Comme le dit en effet la fédération communiste du Sud-Finistère : « En prônant la réduction de la consommation comme Raymond Barre et le CNPF, les dirigeants anti-nucléaire et les socialistes militent en réalité pour une nouvelle aggravation du chômage et des conditions de vie. En vérité, les uns et les autres sont les alliés objectifs du pouvoir giscardien et des banques qui gouvernent notre pays (...).

Nous appelons, quant à nous, la population à déjouer son piège dangereux où l'on essaie de l'entraîner. Ce piège, c'est la voie du renoncement, c'est la voie du déclin de la Bretagne qui a déjà trop souffert d'avoir été tenue à l'écart des grands équipements indispensables à son développement économique.

Nous appelons la population à la lutte contre le gouvernement, pour que cette centrale réponde vraiment à nos exigences dans tous les domaines, tant de la sécurité pour ceux qui y travailleront, que pour les habitants de la région, mais aussi au niveau de l'emploi, pour la construction elle-même, et l'industrialisation de la Bretagne. »

J.-L. M

FIN